



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Administrative Monetary Penalties Regulations

Règlement sur les sanctions administratives pécuniaires

SOR/2008-97

DORS/2008-97

Current to August 27, 2009

À jour au 27 août 2009

Published by the Minister of Justice at the following address:
<http://laws-lois.justice.gc.ca>

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :
<http://laws-lois.justice.gc.ca>

OFFICIAL STATUS
OF CONSOLIDATIONS

CARACTÈRE OFFICIEL
DES CODIFICATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Published
consolidation is
evidence

31. (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

31. (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Codifications
comme élément
de preuve

...

[...]

Inconsistencies
in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

Incompatibilité
— règlements

Registration
SOR/2008-97 April 3, 2008

CANADA SHIPPING ACT, 2001

Administrative Monetary Penalties Regulations

P.C. 2008-610 April 3, 2008

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Transport, Infrastructure and Communities, pursuant to paragraphs 244(f) to (j)^a of the *Canada Shipping Act, 2001*^b, hereby makes the annexed *Administrative Monetary Penalties Regulations*.

Enregistrement
DORS/2008-97 Le 3 avril 2008

LOI DE 2001 SUR LA MARINE MARCHANDE DU
CANADA

**Règlement sur les sanctions administratives
pécuniaires**

C.P. 2008-610 Le 3 avril 2008

Sur recommandation du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et en vertu des alinéas 244f) à j)^a de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*^b, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur les sanctions administratives pécuniaires*, ci-après.

^a S.C. 2001, c. 29, par. 72(p)

^b S.C. 2001, c. 26

^a L.C. 2001, ch. 29, al. 72p)

^b L.C. 2001, ch. 26

ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES
REGULATIONS

INTERPRETATION

1. In these Regulations, “Act” means the *Canada Shipping Act, 2001*.

VIOLATIONS

2. (1) The contravention of a provision of the Act set out in column 1 of the schedule is designated as a violation that may be proceeded with in accordance with sections 229 to 242 of the Act and by the issuance of a notice of violation.

(2) The range of penalties set out in column 2 of the schedule is the range of penalties in respect of a violation set out in column 1.

(3) If “X” is set out in column 3 of the schedule, a violation set out in column 1 constitutes a separate violation for each day on which it is continued.

SERVICE OF DOCUMENTS

3. (1) This section applies in respect of the following documents:

(a) a notice of violation referred to in paragraph 229(1)(b) of the Act;

(b) a notice of compliance referred to in section 231 of the Act; and

(c) a notice of default referred to in subsection 231.1(1) of the Act.

(2) A document may be served on an individual

(a) personally, by leaving a copy of it

(i) with the individual, or

(ii) if the individual cannot conveniently be found, with someone who appears to be an adult member of the same household at the last known address or usual place of residence of the individual; or

(b) by sending a copy of it by registered mail, courier, fax or other electronic means to the last known address or usual place of residence of the individual.

RÈGLEMENT SUR LES SANCTIONS
ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

DÉFINITION

1. Dans le présent règlement, « Loi » s’entend de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*.

VIOLATIONS

2. (1) La contravention à une disposition de la Loi figurant à la colonne 1 de l’annexe est désignée comme une violation qui est punissable au titre des articles 229 à 242 de la Loi et qui peut faire l’objet d’un procès-verbal.

(2) Le barème des sanctions figurant à la colonne 2 de l’annexe constitue le barème des sanctions applicable à une violation qui est désignée à la colonne 1.

(3) Lorsqu’un « X » figure à la colonne 3 de l’annexe, il est compté une violation distincte pour chacun des jours au cours desquels une violation qui est désignée à la colonne 1 se continue.

SIGNIFICATION DES DOCUMENTS

3. (1) Le présent article s’applique à l’égard des documents suivants :

a) le procès-verbal visé à l’alinéa 229(1)b) de la Loi;

b) l’avis d’exécution visé à l’article 231 de la Loi;

c) l’avis de défaut d’exécution visé au paragraphe 231.1(1) de la Loi.

(2) La signification d’un document à une personne physique peut se faire selon l’une des méthodes suivantes :

a) par remise à personne d’un exemplaire :

(i) à la personne,

(ii) si la personne ne peut être trouvée sans difficultés, à quiconque semble être un membre adulte du même ménage à la dernière adresse connue ou au lieu de résidence habituel de la personne;

b) par envoi d’un exemplaire par courrier recommandé, messagerie, télécopieur ou un autre moyen électronique à la dernière adresse connue ou au lieu de résidence habituel de la personne.

(3) A document may be served on a corporation by

(a) sending a copy of it by fax, registered mail or courier to the head office or place of business of the corporation or to the corporation's agent;

(b) leaving a copy of it at the corporation's head office or place of business with an officer or other individual who appears to be in control of or to manage the head office or place of business or with the corporation's agent; or

(c) sending a copy of it by electronic means, other than fax, to an individual referred to in paragraph (b).

(4) A document may be served on a vessel by

(a) delivering a copy of it personally to the master or any other person who is, or appears to be, in charge of the vessel;

(b) fixing a copy of it to a prominent part of the vessel;

(c) if the vessel's authorized representative is an individual, sending a copy of it by fax, registered mail or courier to the authorized representative; or

(d) if the vessel's authorized representative is a corporation,

(i) sending a copy of it by fax, registered mail or courier to the authorized representative's head office or place of business,

(ii) leaving a copy of it at the authorized representative's head office or place of business with an officer or other individual who appears to be in control of or to manage the head office or place of business or with the authorized representative's agent, or

(iii) sending a copy of it by electronic means, other than fax, to an individual referred to in subparagraph (ii).

(5) A document that is served by registered mail is deemed to be served on the fourth day after the day on which it was mailed.

(6) The following means are sufficient to prove service of a document:

(a) in the case of a document transmitted by fax, a proof of transmission produced by the fax machine that sets out the date and time of transmission; or

(3) La signification d'un document à une personne morale peut se faire selon l'une des méthodes suivantes :

a) par envoi d'un exemplaire par télécopieur, courrier recommandé ou messagerie au siège ou à l'établissement de la personne morale ou à son mandataire;

b) par remise d'un exemplaire, au siège ou à l'établissement de la personne morale, à un dirigeant ou à une autre personne physique qui semble diriger ou gérer le siège ou l'établissement ou au mandataire de la personne morale;

c) par envoi d'un exemplaire par un moyen électronique autre que le télécopieur à une personne physique visée à l'alinéa b).

(4) La signification d'un document à un bâtiment peut se faire selon l'une des méthodes suivantes :

a) par remise d'un exemplaire personnellement au capitaine ou à toute autre personne qui a ou semble avoir la responsabilité du bâtiment;

b) par affichage d'un exemplaire sur une partie bien en vue du bâtiment;

c) si le représentant autorisé du bâtiment est une personne physique, par envoi d'un exemplaire par télécopieur, courrier recommandé ou messagerie à celui-ci;

d) si le représentant autorisé du bâtiment est une personne morale :

(i) par envoi d'un exemplaire par télécopieur, courrier recommandé ou messagerie au siège ou à l'établissement du représentant autorisé,

(ii) par remise d'un exemplaire, au siège ou à l'établissement du représentant autorisé, à un dirigeant ou à une autre personne physique qui semble diriger ou gérer le siège ou l'établissement ou au mandataire du représentant autorisé,

(iii) par envoi d'un exemplaire par un moyen électronique autre que le télécopieur à une personne visée au sous-alinéa (ii).

(5) Tout document signifié par courrier recommandé est réputé l'avoir été le quatrième jour qui suit celui de son envoi par la poste.

(6) L'un des moyens suivants suffit pour établir la preuve de la signification d'un document :

a) dans le cas d'un document transmis par télécopieur, une preuve de transmission qui est produite par celui-ci et qui précise la date et l'heure de la transmission;

(b) in any other case, an acknowledgment of service signed by or on behalf of the person served, specifying the date and place of service.

b) dans tout autre cas, un accusé de réception de la signification qui est signé par la personne à laquelle le document a été signifié ou en son nom et qui précise la date et le lieu de la signification.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

4. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

4. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

SCHEDULE
(Section 2)

ANNEXE
(article 2)

VIOLATIONS

VIOLATIONS

SCHEDULE (Section 2)			ANNEXE (article 2)					
VIOLATIONS			VIOLATIONS					
Item	Column 1 Provision of the Act	Column 2 Range of Penalties (\$)	Column 3 Separate Violation for Each Day	Article	Disposition de la Loi	Colonne 1	Colonne 2 Barème des sanctions (\$)	Colonne 3 Violation distincte pour chacun des jours
1.	Subsection 16(3)	600 to 2,400						
2.	Subsection 17(2)	600 to 12,000		1.	Paragraphe 16(3)		600 à 2 400	
3.	Section 18	250 to 5,000		2.	Paragraphe 17(2)		600 à 12 000	
4.	Subsection 20(2)	600 to 10,000		3.	Article 18		250 à 5 000	
5.	Paragraph 23(a)	1,250 to 25,000		4.	Paragraphe 20(2)		600 à 10 000	
6.	Paragraph 23(b)	1,250 to 25,000		5.	Alinéa 23a)		1 250 à 25 000	
7.	Paragraph 23(c)	1,250 to 25,000		6.	Alinéa 23b)		1 250 à 25 000	
8.	Paragraph 23(d)	1,250 to 25,000		7.	Alinéa 23c)		1 250 à 25 000	
9.	Paragraph 23(e)	1,250 to 25,000		8.	Alinéa 23d)		1 250 à 25 000	
10.	Subsection 28(7)	1,250 to 25,000		9.	Alinéa 23e)		1 250 à 25 000	
11.	Subsection 46(2)	1,250 to 10,000	X	10.	Paragraphe 28(7)		1 250 à 25 000	
12.	Subsection 57(1)	600 to 10,000	X	11.	Paragraphe 46(2)		1 250 à 10 000	X
13.	Subsection 57(3)	600 to 10,000		12.	Paragraphe 57(1)		600 à 10 000	X
14.	Subsection 57(4)	600 to 12,000		13.	Paragraphe 57(3)		600 à 10 000	
15.	Subsection 58(1)	250 to 5,000		14.	Paragraphe 57(4)		600 à 12 000	
16.	Subsection 58(2)	1,250 to 10,000		15.	Paragraphe 58(1)		250 à 5 000	
17.	Subsection 58(3)	250 to 5,000		16.	Paragraphe 58(2)		1 250 à 10 000	
18.	Subsection 58(4)	250 to 5,000		17.	Paragraphe 58(3)		250 à 5 000	
19.	Subsection 63(1)	250 to 5,000		18.	Paragraphe 58(4)		250 à 5 000	
20.	Subsection 63(2)	250 to 5,000		19.	Paragraphe 63(1)		250 à 5 000	
21.	Subsection 63(3)	600 to 10,000		20.	Paragraphe 63(2)		250 à 5 000	
22.	Subsection 64(2)	250 to 1,000		21.	Paragraphe 63(3)		600 à 10 000	
23.	Subsection 82(1)	250 to 1,000		22.	Paragraphe 64(2)		250 à 1 000	
24.	Subsection 82(2)	1,250 to 25,000	X	23.	Paragraphe 82(1)		250 à 1 000	
25.	Subsection 82(3)	1,250 to 5,000	X	24.	Paragraphe 82(2)		1 250 à 25 000	X
26.	Section 87	1,250 to 5,000		25.	Paragraphe 82(3)		1 250 à 5 000	X
27.	Subsection 90(1)	1,250 to 5,000		26.	Article 87		1 250 à 5 000	
28.	Subsection 90(2)	600 to 2,400		27.	Paragraphe 90(1)		1 250 à 5 000	
29.	Paragraph 91(1)(a)	250 to 5,000		28.	Paragraphe 90(2)		600 à 2 400	
30.	Paragraph 91(1)(b)	250 to 5,000		29.	Alinéa 91(1)a)		250 à 5 000	
31.	Section 92	250 to 5,000		30.	Alinéa 91(1)b)		250 à 5 000	
32.	Subsection 93(1)	250 to 5,000		31.	Article 92		250 à 5 000	
33.	Subsection 93(2)	250 to 5,000		32.	Paragraphe 93(1)		250 à 5 000	
34.	Subsection 94(1)	600 to 12,000		33.	Paragraphe 93(2)		250 à 5 000	
35.	Subsection 97(1)	250 to 1,000		34.	Paragraphe 94(1)		600 à 12 000	
36.	Subsection 97(2)	250 to 1,000		35.	Paragraphe 97(1)		250 à 1 000	
				36.	Paragraphe 97(2)		250 à 1 000	

Column 1			Column 2	Column 3	Colonne 1			Colonne 2	Colonne 3
Item	Provision of the Act	Range of Penalties (\$)		Separate Violation for Each Day	Article	Disposition de la Loi	Barème des sanctions (\$)		Violation distincte pour chacun des jours
37.	Subsection 97(3)	250 to 1,000			37.	Paragraphe 97(3)	250 à 1 000		
38.	Subsection 97(4)	250 to 1,000			38.	Paragraphe 97(4)	250 à 1 000		
39.	Paragraph 98(a)	250 to 5,000			39.	Alinéa 98a)	250 à 5 000		
40.	Paragraph 98(b)	250 to 5,000			40.	Alinéa 98b)	250 à 5 000		
41.	Paragraph 98(c)	250 to 5,000			41.	Alinéa 98c)	250 à 5 000		
42.	Paragraph 98(d)	250 to 5,000			42.	Alinéa 98d)	250 à 5 000		
43.	Paragraph 98(e)	600 to 12,000			43.	Alinéa 98e)	600 à 12 000		
44.	Paragraph 106(1)(a)	1,250 to 25,000			44.	Alinéa 106(1)a)	1 250 à 25 000		
45.	Paragraph 106(1)(b)	1,250 to 25,000			45.	Alinéa 106(1)b)	1 250 à 25 000		
46.	Paragraph 106(1)(c)	1,250 to 25,000			46.	Alinéa 106(1)c)	1 250 à 25 000		
47.	Paragraph 106(2)(a)	1,250 to 25,000			47.	Alinéa 106(2)a)	1 250 à 25 000		
48.	Paragraph 106(2)(b)	1,250 to 25,000			48.	Alinéa 106(2)b)	1 250 à 25 000		
49.	Section 107	1,250 to 25,000			49.	Article 107	1 250 à 25 000		
50.	Subsection 109(1)	1,250 to 25,000			50.	Paragraphe 109(1)	1 250 à 25 000		
51.	Subsection 109(2)	1,250 to 25,000			51.	Paragraphe 109(2)	1 250 à 25 000		
52.	Subsection 110(1)	1,250 to 25,000			52.	Paragraphe 110(1)	1 250 à 25 000		
53.	Subsection 110(2)	1,250 to 25,000			53.	Paragraphe 110(2)	1 250 à 25 000		
54.	Section 111	1,250 to 25,000			54.	Article 111	1 250 à 25 000		
55.	Section 112	600 to 12,000			55.	Article 112	600 à 12 000		
56.	Paragraph 113(a)	1,250 to 5,000			56.	Alinéa 113a)	1 250 à 5 000		
57.	Paragraph 113(b)	1,250 to 5,000			57.	Alinéa 113b)	1 250 à 5 000		
58.	Paragraph 113(c)	1,250 to 5,000			58.	Alinéa 113c)	1 250 à 5 000		
59.	Paragraph 113(d)	1,250 to 5,000			59.	Alinéa 113d)	1 250 à 5 000		
60.	Section 114	1,250 to 5,000			60.	Article 114	1 250 à 5 000		
61.	Subsection 115(1)	600 to 2,400			61.	Paragraphe 115(1)	600 à 2 400		
62.	Subsection 115(2)	250 to 1,000			62.	Paragraphe 115(2)	250 à 1 000		
63.	Paragraph 116(a)	600 to 2,400			63.	Alinéa 116a)	600 à 2 400		
64.	Paragraph 116(b)	600 to 2,400			64.	Alinéa 116b)	600 à 2 400		
65.	Section 117	1,250 to 25,000			65.	Article 117	1 250 à 25 000		
66.	Section 118	1,250 to 25,000			66.	Article 118	1 250 à 25 000		
67.	Section 119	1,250 to 25,000			67.	Article 119	1 250 à 25 000		
68.	Paragraph 148(b)	250 to 5,000			68.	Alinéa 148b)	250 à 5 000		
69.	Section 187	1,250 to 25,000	X		69.	Article 187	1 250 à 25 000	X	
70.	Section 188	6,000 to 25,000			70.	Article 188	6 000 à 25 000		
71.	Section 213	6,000 to 25,000			71.	Article 213	6 000 à 25 000		
72.	Section 215	1,250 to 25,000			72.	Article 215	1 250 à 25 000		
73.	Subsection 218(1)	1,250 to 25,000			73.	Paragraphe 218(1)	1 250 à 25 000		
74.	Subsection 222(9)	1,250 to 25,000			74.	Paragraphe 222(9)	1 250 à 25 000		
75.	Subsection 222(10)	1,250 to 25,000			75.	Paragraphe 222(10)	1 250 à 25 000		
76.	Section 223	1,250 to 25,000							

	Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3
		Barème des sanctions (\$)	Violation distincte pour chacun des jours
Article	Disposition de la Loi		
76.	Article 223	1 250 à 25 000	